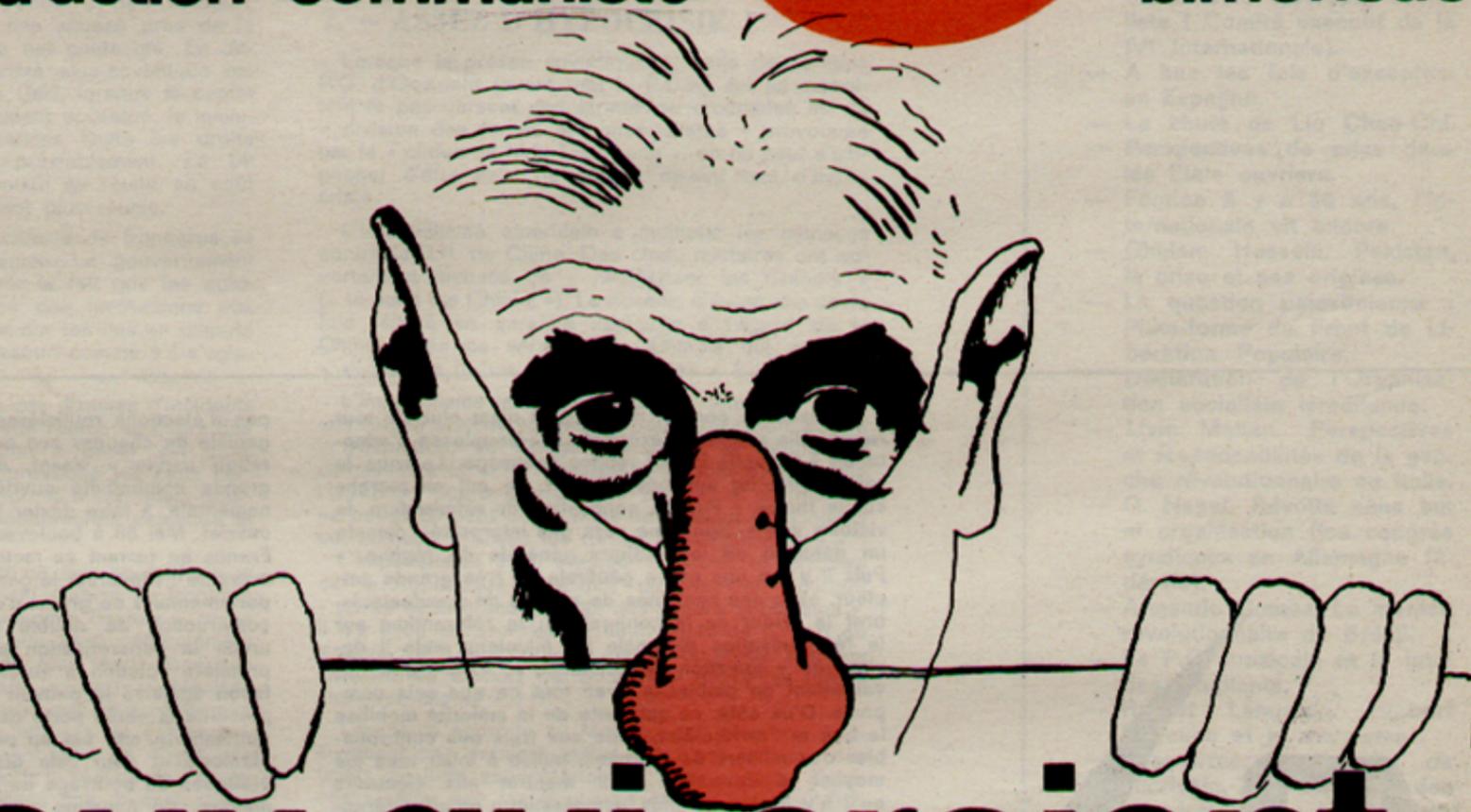


rouge

journal d'action communiste

bimensuel



**Ceux qui croient
aujourd'hui
au référendum
sont ceux qui,
en mai,
ne croyaient pas
à la révolution**

quelques questions à propos du référendum

La place de godillot du Général n'est plus de tout repos. Elle suppose désormais une souplesse d'adaptation à laquelle il faut rendre hommage. Lorsque le référendum fut annoncé, l'U.D.R. se mit en marche sur le thème « Pas de politisation du référendum, la victoire des « Non » ne sera pas interprétée comme un désaveu de la politique générale du régime. » Puis il y eut une grève générale de très grande ampleur, avec des centaines de milliers de manifestants, bref le retour de la conjuration ; le référendum sur la réorganisation régionale fut maintenu mais il devint une « question de confiance », c'est-à-dire ouvertement un plébiscite avec tout ce que cela comporte. D'un côté, ce qui reste de la majorité mobilise le ban et l'arrière-ban, édite aux frais des contribuables des milliers de journaux, utilise à loisir tous les moyens d'information pour montrer aux électeurs qu'il n'y a rien de plus démocratique qu'un référendum. C'est le peuple tout entier qui, en dernière analyse, choisira, après avoir démocratiquement financé la propagande gouvernementale. Face à cela il y a le camp des « Non » qui va de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme à Lecanuet et G. Bidault, chacun avec des raisons et des buts diamétralement opposés. Quant à nous, nous avons décidé de boycotter ces élections, SANS FAIRE, IL FAUT LE DIRE, DE CE CHOIX TACTIQUE UN CLIVAGE DECISIF. Arrêtons-nous cependant sur quelques objections pour expliquer la cohérence de notre attitude :

1°) LE BOYCOTT NE SERAIT PAS UN MOT D'ORDRE LENINISTE, IL RELEVE DU GAUCHISME TEL QUE LE DECRIT LENINE.

Sur ce plan il s'agit d'être clair et non dogmatique et de comprendre quelle a été l'attitude des dirigeants révolutionnaires face aux élections dans un régime bourgeois. Dans ce domaine il y a une analyse de fond qui nous semble toujours valable sur le rôle des élections en régime parlementaire. Condamnant toute stratégie électoraliste, Lénine expliquait que le vote consistait à « décider périodiquement quel membre de la classe dominante opprime, écrasera le peuple au Parlement. Voilà l'essence même, ajoutait-il (1), du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies parlementaires constitutionnelles, mais aussi dans les républiques les plus démocratiques. » Partant de cette constatation, Lénine ne préconisait pas le boycott systématique des élections. Bien au contraire, sans se faire aucune illusion quant à ses conséquences, il y voyait là le moyen pour le parti révolutionnaire de faire connaître son programme, d'éduquer les masses et de juger, certes de façon déformée, du rapport de forces qui existait dans le pays. Ceci étant rappelé, la question qui se pose aujourd'hui est de savoir si, dans le contexte actuel, la participation au plébiscite, avec toute la mystification supplémentaire que cela représente par rapport à des législatives, permettra de remplir ces fonctions. Notre réponse est la même qu'en juin. Il ne s'agit en effet

pas d'élections routinières qui permettent à la bourgeoisie de changer son personnel mais d'une « opération survie » visant, dans une période de très grande combativité ouvrière et d'instabilité gouvernementale, à faire dévier les objectifs du mouvement ouvrier. Mai 68 a bouleversé la situation politique en France en posant au mouvement ouvrier l'alternative suivante : renverser le gaullisme par une action extra-parlementaire de grève, d'occupation des usines et de construction de double pouvoirs ou attendre des urnes la concrétisation politique de ces luttes. La première solution a ébranlé considérablement et de façon décisive le pouvoir (mai-juin), la deuxième représente la seule porte de sortie pour la bourgeoisie qui, tant qu'elle est au pouvoir, reste maître du jeu électoral et pour cela dispose de tous les moyens étatiques du bourrage de crâne, de loi électorale sur mesure, de question ambiguë, etc., sans commune mesure avec les moyens dont dispose le mouvement ouvrier.

Dire que le socialisme ne viendra pas dans les urnes n'est pas le rêve d'enragés assoiffés de sang, mais la simple constatation et expérience de ce que représente la puissance de l'Etat de la classe au pouvoir.

Bien que le rapport des forces ne soit plus comme en mai, il existe toujours des conditions réelles de renversement du régime. C'est pourquoi nous avons aujourd'hui cette position.

Ce n'est pas le gauchisme qui est aujourd'hui le danger essentiel dans la conscience des travailleurs, c'est encore la croyance au bulletin de vote. En participant à l'opération on n'éduque pas l'avant-garde, on contribue au contraire à participer aux illusions électoralistes, alors qu'une lutte extra-parlementaire EXISTE RELEMENT.

2°) CERTES, MAIS UNE VICTOIRE DES « NON » AGGRAVERAIT LA CRISE DU REGIME ET LE BOYCOTT RISQUE DE FAIRE LE JEU DU GAULLISME.

A court terme, cela peut paraître exact ; mais rien ne peut plus ébranler le régime que les journées révolutionnaires de mai ; le problème n'est plus de « l'ébranler » tous les six mois mais de se donner les moyens de le renverser. Une répétition de mai sans programme et sans organisation révolutionnaires risque cette fois d'aboutir à un échec et à une répression sans commune mesure avec ce que l'on a vécu. Or, une hypothétique victoire des « Non » ne nous fait pas progresser sur ces deux points. Il est révélateur d'ailleurs que ce n'est que dans des occasions électorales que « l'union de la gauche » se fait, alors que pendant les luttes de classes, les Mollet, Mitterrand et consorts passent sous la table. La droite antigauilliste mise de côté, la « gauche » partisan du « Non » n'offre aucune alternative

(1) Lénine : « L'Etat et la Révolution ».



Je désire prendre contact avec la rédaction de Rouge :
 — afin d'assurer une correspondance régulière...
 — afin d'intégrer ou de constituer un groupe de diffusion
 — afin de participer à un Cercle Rouge.

Nom
 Adresse
 Profession
 Age
 Lieu de travail

Toute correspondance « ROUGE » : B.P. 201 Paris-19°

révolutionnaire au gaullisme. En fait, si l'on comprend le but de l'opération gaulliste, on peut, au risque de faire hurler certains, affirmer que comme en juin, c'est l'acceptation du référendum qui fait le jeu du gaullisme en lui redonnant provisoirement l'initiative d'une opération qu'il peut maîtriser. Or, au niveau des luttes en cours, les résultats de cette collaboration objective entre les appareils ouvriers et le pouvoir ne se sont pas fait attendre. De Gaulle - dramatiser - la situation et Ségué, une fois de plus, ne tombera pas dans le piège, il refusera de « dramatiser » : « le gouvernement, dit-il, a délibérément opté pour l'intransigeance, en croyant sans doute provoquer sur le plan social une situation dont il pourrait tirer avantage à la veille d'un référendum qui lui inspire de sérieuses inquiétudes (1). » En gros, cela signifie : « En mai, vous vous attendiez à ce que l'on prenne le pouvoir ! Eh bien, on vous a eu, on a refusé ! Aujourd'hui, vous vous attendez à de grandes grèves qui effraieraient la population ? Eh bien, il n'y en aura pas ! Nous, on veut beaucoup de « Non » aux élections. - Pas de prise de pouvoir, pas de durcissement social, c'est exactement ce que de Gaulle voulait et veut aujourd'hui avec son référendum ! Dès lors qu'on l'accepte, il faut effectivement choisir, et jouer le jeu de l'adversaire

3°) ON POURRAIT A LA RIGUEUR VOUS COMPRENDRE SI TOUS LES COURANTS REVOLUTIONNAIRES S'UNISSAIENT, MAIS VOUS ETES DIVISES ET BEAUCOUP NE COMPRENNENT PAS VOS QUERELLES DE CHAPELLES.

Cela est vrai, il existe depuis mai des milliers de militants révolutionnaires regroupés autour de journaux (« Rouge », « L. O. », ...), du P.S.U. ou inorganisés. Phénomène nouveau, durable, qui fait qu'aujourd'hui il existe une véritable force politique qui serait beaucoup plus efficace dans une seule organisation. Un regroupement incohérent, sans base politique claire ne peut qu'aboutir à des scissions au moindre événement politique, avec tout ce que cela comporte d'écœurement et de négatif pour le mouvement. L'échec du Mouvement Révolutionnaire créé en juin sans base sérieuse est une expérience qu'il faut analyser. La multiplicité des courants révolutionnaires n'est pas le fruit du hasard ou de la seule volonté de préserver coûte que coûte sa chapelle. C'est le résultat de l'explosion de la crise du stalinisme après des dizaines d'années de reculs du mouvement ouvrier et de vide théorique de la part des organisations traditionnelles. Aujourd'hui, « l'actualité de la révolution » dans le monde pose aux jeunes générations une série de problèmes qui sont pour la plupart autant de découvertes, mais qu'on ne peut voir trancher que dans la pratique et non à coup de citations. Cela dit, malgré les apparences, il y a une certaine continuité du mouvement révolutionnaire qui oblige peu à peu tous les groupes à se situer par rapport aux tendances révolutionnaires qui existent à l'échelle internationale. La phase actuelle est une phase de clarification politique où se mêlent les acquis actuels et passés du mouvement révolutionnaire. La construction d'un parti marxiste révolutionnaire passera par une série de fusions qu'on ne peut encore prévoir sous peine de geler artificiellement les évolutions en cours. Mais pour ceux comme nous qui croient à la nécessité d'une organisation de type léniniste nationale et internationale, il ne peut être question de se dissoudre dans une promesse de parti révolutionnaire et prendre la proie pour l'ombre. Cette attitude de clarté ne peut qu'aider toutes les composantes du mouvement révolutionnaire à se définir, à s'organiser, comme nous et de la sorte à clarifier un débat enrichissant pour tout le monde.

Nous n'avons pas la prétention d'être le parti révolutionnaire, mais nous avons la faiblesse de croire que les acquis du léninisme et du trotskysme restent une base décisive pour notre orientation et ceci sans dogmatisme mais à la lumière notamment des événements de mai. Quant aux rapprochements avec les autres courants, ils ne seront pas le seul résultat de débats idéologiques mais le fruit d'une action commune sur les points d'accord et d'un débat commun quant aux conséquences à en tirer. Voilà pourquoi les fusions futures, selon nous, passent dans un premier temps par l'organisation et la clarification politiques des différents courants et par l'action commune dans la lutte de classes sur les objectifs communs, sans craindre alors la polémique. L'unité d'action avec nos camarades P.S.U., de « Lutte Ouvrière » ou d'ailleurs est nécessaire, elle sera d'autant plus fructueuse à long terme que notre courant se sera organisé, ce qui se fait aujourd'hui.

Certes, on peut attendre de voir se construire le parti révolutionnaire de demain du haut de sa tour d'ivoire en comptant les points avec ironie. Quant à nous, la crise du régime nous impose de mettre les bouchées doubles.

force ouvrière et la lutte des classes

Le congrès de Force Ouvrière s'est prononcé à 89,5 % des voix pour le non au référendum ; c'est la première fois que la centrale qui se dit les mains pures, le syndicat vraiment syndical, prend une telle position ; quelles en sont les raisons ? Est-ce qu'il y a quelque chose de changé au royaume de l'apolitisme ? L'année dernière, Bergeron déclarait qu'« en 58, certains croyaient le mouvement syndical assumer des responsabilités qui, en démocratie, sont naturellement celles des partis politiques ; nous avons résolument dit « non », nous le redirons demain »...

UNE BUREAUCRATIE MANOEUVRIERE ET HYPOCRITE

Pour Bergeron, il s'agit bien du même « non » et rien n'a changé, car Bergeron vote « non » au référendum, et ce, tenez-vous bien, parce qu'il voit dans le projet gaulliste un risque de politisation des syndicats. Lorsqu'on songe aux origines de F.O. et à l'anticommunisme dont elle a fait preuve durant son existence, on peut esquisser un sourire ironique. L'histoire a ses nécessités et l'apolitisme proclamé de F.O. la conduit à participer à une consultation électorale qui s'inscrit dans un contexte hautement politique, celui de la tentative de stabilisation du gaullisme. Les sophismes de Bergeron masquent mal la réalité essentielle qui est que le syndicat ne peut se soustraire à la société où il vit, que son existence même a une signification politique qu'il ne peut pas refuser.

De plus, malgré ses subtilités sur la pureté syndicale, la direction de Force Ouvrière n'hésite pas à aller une fois de plus contre ses principes hautement proclamés : après s'être prononcée pour le « non », selon les principes sacrés de l'indépendance syndicale qui refusent toute souillure politique et qui donc, par conséquent, devraient conduire au refus de participation aux organismes mis en place par le gaullisme, la direction de F.O. n'exclut pas formellement la possibilité de siéger dans de tels organismes, comme le lui demandait la minorité anarchiste et lambertiste. On a même vu un représentant de la Fédération des Transports (Felce) faire campagne pour le oui et la participation. Comme quoi les envolées lyriques sur la Charte d'Amiens recouvrent de bien curieuses marchandises...

La direction de F.O. se meut avec allégresse dans un univers mythique marqué par l'horreur de la politique. Il n'est évidemment pas question de participer à une élection législative, mais, mon Dieu, pour un référendum qui, de plus, risque de porter atteinte à la pureté syndicale, on peut faire une exception... c'est se moquer du monde et des adhérents de F.O. en particulier, car tout le monde sait et Bergeron le premier, que le référendum est une opération politique visant à calmer par la potion électorale les soubresauts du serpent de la pagaille.

POURQUOI F.O. NE PEUT PAS FAIRE AUTREMENT ?

Les bureaucrates avisés qui dirigent F.O. ne se lancent pas par hasard dans une opération de ce style. Elle se situe après une mutation sociale et politique au sein de la classe ouvrière. Jusqu'à ces dernières années, la vie syndicale était marquée par le poids de la C.G.T. auquel faisait contrepoids l'anticommunisme de F.O., tandis que la C.F.T.C. organisait les travailleurs sous la coupe de l'Eglise. Depuis quelques années, la C.F.T.C. est devenue C.F.D.T. et a tenté d'apparaître comme une centrale plus dynamique que la C.G.T. vieillie. De ce fait, F.O. a perdu son rôle de contrepoids de la C.G.T. et, de plus, l'apolitisme qui avait une raison d'être face à l'emprise stalinienne sur la C.G.T. perd tout attrait dès lors que la C.G.T. est contestée sur la gauche par la C.F.D.T. ou une partie de sa base. Dès lors, F.O. ne peut plus se contenter de son attitude traditionnelle corporative et anticommuniste.

rouge n° 15

sommaire

- Editorial : quelques questions à propos du référendum
- Force ouvrière et la lutte des classes
- Les bureaucrates syndicaux commentent « leur » grève
- Pour comprendre l'Espagne et l'exception
- Le conflit frontalier sino-soviétique
- Construire le parti : les révolutionnaires à la croisée des chemins

Le numéro 15 de « Rouge » sort exceptionnellement sur 8 pages.

Le numéro suivant comportera le nombre de pages habituel.

(1) G. Ségué, « l'Humanité » du 20 mars 1969.

force ouvrière et la lutte des classes (suite)

Un autre facteur a joué dans les décisions du congrès de F.O. : c'est la combativité de la base dans les secteurs où F.O. était implantée. Fonctionnaires, secteurs para-étatiques, tertiaires. Il s'agit donc, pour les bureaucrates réformistes, non pas tant de satisfaire la combativité de la base et d'essayer d'attirer à soi les éléments dynamiques, mais surtout de conserver les positions acquises, donc de satisfaire aux moindres frais le mécontentement latent de ces secteurs. Le but essentiel est de rester la « troisième grande centrale syndicale » et d'avoir son mot à dire, de pouvoir encore jouer le rôle de force tampon ou de syndicat bons offices. Egalement, l'effondrement de la social-démocratie transfère ses responsabilités politiques au syndicat qui reste la seule institution réformiste ayant un tant soit peu d'existence.

Egalement a joué l'existence des minorités anarchistes, trotskystes et modernistes qui obligeait la direction à préserver l'équilibre de la centrale, et donc à satisfaire en partie leurs exigences. Toutefois, le problème essentiel reste, pour F.O., de se resituer dans un champ syndical qui s'est modifié : la C.F.D.T. tend à récupérer ceux que rebute l'immobilisme stalinien de la C.G.T., avec cet avantage sur F.O. qu'elle est combative et n'hésite pas à prendre des positions gauchistes. Donc l'anticommunisme fatigué de F.O. n'offre plus de perspectives et les réformistes le savent bien. Le non au référendum est un premier pas vers une opération qui commence à s'amorcer : tenter de redonner un peu de neuf au réformisme puisque l'anticommunisme seul ne suffit plus, au besoin en s'alliant avec la direction de la C.F.D.T. (cf. les conversations entre les deux centrales), mais sans hésiter à lui couper l'herbe sous le pied (en prenant une initiative politique avant elle). Gageons que la remontée des luttes ne permettra pas une stabilisation du réformisme mais accélérera sa crise.

diffusez massivement les « cahiers rouges »

La propagande communiste est l'une des tâches fondamentales de l'heure. Pour s'acquitter de cette tâche, « Rouge » seul ne peut suffire. Il faut prendre le temps et la place d'approfondir certains problèmes décisifs pour la compréhension des luttes de classe en France et dans le monde. A cette fin, le comité de rédaction de « Rouge » publie les « Cahiers Rouges », brochures de formation et d'action communistes.

Sont parus à ce jour :

- Eléments de théorie économique marxiste. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 1.
- Contradictions capitalistes et crise monétaire. 40 pages. 1 F. - Document Rouge - .
- La médecine confisquée. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 2.
- De la bureaucratie. 50 pages. 2 F. - Cahier Rouge - n° 3.
- Kuron et Modzelewski : lettre ouverte au parti ouvrier polonais. 80 pages. 3 F. - Cahier Rouge - n° 4.

- Où va la Tchécoslovaquie ? 2 F. - Cahier Rouge - n° 5.

A paraître :

- La crise du Moyen-Orient.
- Qu'est-ce que le contrôle ouvrier ?

les bureaucrates syndicaux commentent « leur » grève

**Le patronat ne paie pas, le combat paiera !
Tilsitt-Grenelle non ! Sochaux-Le Mans oui !
Ces mots d'ordre ont été repris par des milliers de
travailleurs dans la manifestation du 11 mars de la
République à la Bastille.**

**Pour la direction de la C.G.T., l'incapacité à empêcher
cela est un drame.**

**Prenant prétexte d'un mini-cortège anarcho-
maoïste, elle semonce la direction de la C.F.D.T.
pour sa mansuétude coupable.**

**Nous publions ici l'échange de correspondance
charmant entre MM. Dréan et Duvivier. Il ne s'agit
pas pour nous de nous réfugier dans un soutien à la
direction C.F.D.T. Le caractère dérisoire par rapport
aux tâches d'aujourd'hui des mots d'ordre proposés
par la C.F.D.T. face à ceux de la C.G.T. n'est que
trop évident.**

**Mais cet échange dévoile comment les centrales
préparent entre elles les promenades des jours de
grève.**

mise au point

La rédaction de « Rouge » informe les militants et les lecteurs qu'elle n'a jamais participé à un quelconque « Comité d'initiative pour la grève du vote ». Aucun rédacteur de « Rouge » n'a signé de manifeste de ce comité. L'utilisation de notre signature (cf. « Le Monde ») constitue une de ces escroqueries politiques dont certains sont coutumiers.

CORRESPONDANTS OUVRIERS

Dans vos envois, expliquez les modalités concrètes par lesquelles s'exerce l'exploitation patronale...

Relatez les faits de résistances ouvrières...

Informez les militants sur la ligne et la pratique des organisations syndicales.

Envoyez des correspondances précises et documentées avec si possible photos et illustrations.

B.P. 201 Paris 19^e
« ROUGE »

U.R.P. - C.F.D.T.
26, rue Montholon
PARIS-9^e

PARIS, le 20 mars 1969
Au camarade DREAN
et aux responsables de l'Union Syndicale
C.G.T. de la Région parisienne
85, rue Charlot - PARIS-3^e

Camarades,

C'est avec étonnement que nous avons pris connaissance de votre lettre du 14 mars concernant la manifestation du 11, car nous ne partageons pas votre point de vue sur l'appréciation de son déroulement.

La dramatisation à laquelle vous vous livrez, en partant de faits qui sont restés limités par rapport à l'ampleur qu'a eue cette manifestation, nous paraît exagérée.

D'autre part, nous considérons que, compte tenu du contexte parisien et des désaccords exprimés par de nombreux travailleurs à l'égard des attitudes de la C.G.T. dans la conduite de l'action syndicale, cette manifestation du 11 mars s'est déroulée dans d'assez bonnes conditions. Le défilé de la République à la Bastille n'était pas, après tout, une procession de fidèles, mais une manifestation de protestation, et les causes du mécontentement populaire sont si profondes actuellement qu'il est compréhensible que des manifestants ne se soient pas contentés des mots d'ordre de la C.G.T. sur l'échelle mobile des salaires, mais aient cherché à exprimer par des slogans conformes aux objectifs de cette journée, leur volonté de transformation de la société capitaliste dont les travailleurs subissent les méfaits.

Quant à l'attitude que les responsables du service d'ordre de la C.F.D.T. ont adoptée, nous affirmons qu'elle a été en tous points conforme, d'une part à ce qui avait été convenu entre nous avant la manifestation, et d'autre part à ce que doit être le comportement de militants dans un service d'ordre d'une manifestation de caractère syndical. Grâce à l'esprit d'initiative dont ils ont fait preuve, à leur habitude des responsabilités et à leur sens tactique, des affrontements entre manifestants ont pu être évités.

En effet, les procédés utilisés par certains éléments du service d'ordre de la C.G.T. ont été jugés sévèrement par de nombreux travailleurs. S'il s'était agi de s'opposer à des contre-manifestants, on aurait pu, à la rigueur, comprendre cette attitude, mais ce n'était pas le cas. Il s'agissait, pour la plupart, de manifestants que nous nous refusons, pour notre part, à assimiler en bloc, comme vous le faites, à « des provocateurs », à « des énergumènes » ou à « des individus dangereux ». Nous nous félicitons donc du comportement de nos camarades qui ont su agir avec discernement.

Nous pouvons aussi apporter d'autres précisions :

— Place des étudiants et lycéens dans le cortège :

Lors des réunions préparatoires, vous aviez admis, sur notre insistance, la participation de l'U.N.E.F. et des C.A.L. à la manifestation. Il avait été convenu de leur réserver une place dans le défilé entre les départements des Hauts-de-Seine et du Val-de-Marne.

Mais, contrairement à ce que nous souhaitons, ainsi que plusieurs représentants de la F.E.N., c'est-à-dire que tous les étudiants et lycéens soient à cet endroit du défilé, vous avez réclamé, pour les « tendances » de ces organisations, c'est-à-dire « l'U.N.E.F. Renouveau » et « l'U.N.C.A.L. ».

Paris, le 14 mars 1969
Au Camarade Duvivier,
Secrétaire Général de l'U.R.P.-C.F.D.T.

Camarade,

A l'issue de la journée du 11 mars, qui fut une ample riposte des salariés à l'attitude intransigeante du patronat et du gouvernement aux discussions de Tilsitt, nous tenons à vous livrer nos réflexions sur cette journée, et particulièrement sur le déroulement de la manifestation que nous avions organisée en commun avec les sections parisiennes de la F.E.N. et qui, de la République à la Bastille, a rassemblé plus de 200 000 participants.

Dans le communiqué commun que nous publions à la veille de cette manifestation, en précisant les objectifs et les mots d'ordre de la journée, nous déclarions :

- Les organisations syndicales de la région parisienne, informées du désir d'autres organisations de se joindre à la manifestation, souhaitent et recommandent vivement à ces dernières qu'elles s'abstiennent de tout mot d'ordre, emblème, sigle qui puissent dénaturer le caractère syndical et les objectifs de la manifestation. Le bon déroulement de cette manifestation commune dépend du respect, par chaque organisation, des engagements pris ensemble et pour les organisations s'y ralliant, du caractère et des objectifs fixés par les Syndicats organisateurs de la manifestation.

Nous considérons que le comportement de certains responsables de votre organisation a mis en cause les engagements que vous aviez souscrits.

Dès le début de la manifestation, des groupes provocateurs ont tenté de prendre la tête de la manifestation. Ces groupes arboraient des drapeaux noirs, des portraits étrangers au contenu de la journée, et scandaient des slogans et mots d'ordre insultant les organisations syndicales, tels que « Tilsitt ! Trahison ! ».

Afin de préserver le caractère de la manifestation et son bon déroulement, notre service d'ordre a dû refouler et maintenir les provocateurs sur le trottoir, afin de leur enlever toutes prétentions de prendre la tête du défilé ou de s'y intégrer.

Dans cette action, les militants de la C.G.T., membres du service d'ordre, ont rencontré l'opposition du service d'ordre de la C.F.D.T. qui était partisan de les tolérer dans la manifestation.

C'était un premier manquement aux engagements pris en commun. Il y en eut d'autres qui confèrent à ce premier incident un caractère de gravité.

Quelques instants plus tard, un groupe de militants de la C.F.D.T. de différentes corporations : bâtiment de la région parisienne, commerce, P.T.T. et cheminots, ont invité les tribuns à s'intégrer dans leurs rangs et, les encadrant, ont défilé avec eux jusqu'à la place de la Bastille.

Cette collusion, entre des militants de la C.F.D.T. et les groupes provocateurs gauchistes, maoïstes, trotskystes ou autres, n'est pas sans susciter de sérieuses réflexions.

En effet, lorsqu'on sait que, lors de la dislocation, ces énergumènes ont tenté de s'y opposer, d'entraîner la manifestation au-delà de la place de la Bastille, on comprend

pour comprendre l'Espagne et l'exception

Pour comprendre l'Espagne et l'exception

« Vous avez vu ce qui est normal, ce qui se passe [chaque jour

pendant nous vous demandons de le trouver surprenant, même s'il n'est pas étrange,

inexplicable, même si c'est normal.

Tout ce qui est normal doit vous surprendre.

Dans la règle vous devez reconnaître l'abus

et quand vous aurez reconnu l'abus trouvez le remède. »

B. BRECHT.

L'état d'exception ne représente aucun tournant dans la situation politique espagnole. Il ne prouve pas non plus que le régime franquiste traverse une crise définitive ni qu'il soit particulièrement fort. Ce n'est qu'une incitation gouvernementale à une répression accrue, réaction normale d'un gouvernement autoritaire et d'une bourgeoisie relativement faible face à une conjoncture difficile et à un mouvement populaire qui prenait de l'ampleur.

L'état d'exception a signifié des centaines de militants arrêtés et torturés, des milliers de déportés ou vainement recherchés par la police, interdiction de toute réunion ou acte public auparavant plus ou moins tolérés, climat de terreur par tous les moyens pour prévenir une réaction quelconque, tentative de briser toutes les formes d'organisation des travailleurs, des étudiants, même des démocrates. Pourquoi cette vague répressive d'une brutalité inouïe, d'une ampleur inconnue depuis longtemps ?

UNE SITUATION DIFFICILE

La conjoncture internationale était plutôt inquiétante. Les signes de récession économique se multipliaient (crise monétaire, chute des taux d'investissements, chômage, accumulation de marchandises invendues, montée des prix et tentatives de blocage des salaires, etc.). Et l'on sait bien que quand l'économie capitaliste des pays développés a une grippe celle d'un pays dépendant et déséquilibré comme l'Espagne a une pneumonie. Les pays occidentaux avaient connu les derniers mois des soulèvements populaires d'une violence et d'une ampleur aussi neuves que peu attendues. Le souvenir du printemps parisien et de l'été mexicain hantait l'oligarchie espagnole.

La classe dominante se trouvait dans une situation assez délicate. La diminution des investissements étrangers, le rétrécissement des marchés extérieurs, l'incapacité d'élargir le marché intérieur et le besoin de freiner absolument les augmentations salariales que les luttes ouvrières avaient obtenues, profitant de la phase d'expansion économique 62-67, besoin dû à la nécessité de poursuivre l'industrialisation par des importations de biens d'équipement payés avec les devises du tourisme et l'exploitation de la main-d'œuvre, etc., tout cela la faisait devenir très rigide face aux demandes ouvrières. Si l'on ajoute que la nature de l'Etat franquiste, sans institutions d'intégration des conflits (parlement, partis, syndicats) fait que chaque revendication sociale, si elle n'est pas négociée sectoriellement, provoque un affrontement politique avec le gouvernement, donc une répression violente, on comprendra que dans une situation où le patronat ne voulait pas céder il ait essayé de prévenir les difficultés par la destruction brutale des opposants et même de ceux qui défendaient leur droit à la vie (les démocrates).

Les préoccupations du gouvernement n'étaient pas gratuites. Le niveau de la lutte de classes avait fait des grands progrès au cours des dernières années. Le mouvement ouvrier — au cours d'une lutte économique et syndicale surtout — avait créé des organisations (les commissions ouvrières) capables de mobiliser des dizaines de milliers de travailleurs. Très importants aussi au sein du mouvement populaire s'étaient développés des noyaux révolutionnaires (commissions ouvrières de jeunes, commissions de quartier, mouvement étudiant) qui avançaient des objectifs beaucoup plus radicaux et qui, surtout, introduisaient des formes de lutte nouvelles, privilégiant l'action sur la parole, le travail de masse sur les actes pacifiques de témoignage, les objectifs concrets sur les demandes abstraites.

En ce début d'année l'oligarchie se trouvait en face des travailleurs pour discuter le projet de loi syndicale et les conventions collectives. Leur crainte d'une résistance populaire s'accrut considérablement avec la possibilité que l'action chaque jour plus décidée des noyaux révolutionnaires (qui prenaient la direction des commissions de quartier, qui se multipliaient dans les entreprises, qui paralysaient totalement l'Université) s'étende à tous les travailleurs. Face à cette situation les tendances les plus dures du régime (liées au capitalisme monopoliste national et archaïque) prennent provisoirement l'initiative, avec l'accord de toute la classe dominante (dont aucun représentant

s'est levé contre la répression), pour briser le mouvement populaire. Mais la double tentative de terroriser pour longtemps le peuple et de briser de manière décisive ces organisations s'est avérée un échec. Pourquoi ?

LA RESISTANCE POPULAIRE

La politique répressive ne pouvait mener très loin. D'abord parce que son caractère spectaculaire lui permettait de s'affronter plus à des apparences (actes publics, organisations-bidon réformistes) qu'à des réalités (les noyaux organisés, les actions préparées clandestinement). Ensuite parce que l'oligarchie n'était pas disposée à laisser les durs aller jusqu'au bout (au moins pour le moment) pour éviter un certain isolement intérieur et international, éliminant le développement des tendances réformistes, à la longue plus commodes que des militaires primitifs. A cela s'ajoutait une erreur d'appréciation de l'appareil répressif : la croyance que le P.C. était l'épine dorsale de tout le mouvement populaire et qu'il suffisait de frapper celui-là pour briser celui-ci. Mais dans les endroits où le P.C. a été durement frappé par la répression (dont il a été la principale victime) la résistance populaire n'a pas été moindre.

C'est la clé de l'échec du régime. L'état d'exception aurait été rentable s'il avait éliminé pour un certain temps l'action populaire, s'il avait débilisé beaucoup les organisations. C'est le contraire qui s'est passé. Dans les entreprises les arrêts de travail, les meetings et assemblées, les grèves, certaines occupations (on a vu le drapeau rouge sur plusieurs usines), se sont multipliés et surtout ces actions ont donné naissance à des formes d'organisation plus solides et combatives que les C.O. (sans vie à l'intérieur des entreprises), les C.E. (comités d'entreprise). Dans les quartiers, l'agitation s'est intensifiée énormément : manifestations éclair, inscriptions sur les murs (campagne du rouge : tout couvrir de rouge), presse clandestine du quartier, avec la création ou la consolidation des plates-formes révolutionnaires (comités d'action restreints) du quartier là où les commissions étaient trop larges et inefficaces ou le développement de celles-ci quand elles étaient dirigées par des noyaux révolutionnaires. Le mouvement étudiant, quand il a dû quitter l'Université fermée ou occupée par la police, a organisé les manifestations éclair dans les quartiers (comme l'U.E.R. à Barcelone) pour reprendre plus fort que jamais l'action à l'Université dès qu'il a pu (journée anti-impérialiste à Madrid). L'état d'exception a été un échec. Le mouvement populaire peut en sortir renforcé.

LES LENDEMAINS DE L'EXCEPTION ET LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE

Les difficultés du régime sont évidentes : plus de répression isole la classe dominante, plus de libéralisation c'est risquer le débordement. Il n'est pas difficile à prévoir que l'Etat fortement répressif va se maintenir avec quelques concessions et quelques marges minimales de liberté pour ne pas décourager définitivement les tendances réformistes, futurs moyens d'intégration. Les difficultés de la gauche ne sont pas moindres. Une action plus radicale risque de la détruire, un front démocratique de l'étouffer définitivement par le réformisme. L'échec des analyses de celui-ci (que sont devenus les libéraux, majoritaires et sereins, espoir de la direction du P.C. ?), son incapacité de répondre ou résister à la répression n'ont pas diminué son importance. La direction du P.C. peut capitaliser la réaction contre le gouvernement, bénéficiant autant de la présence de ses militants dans les prisons que de l'exaspération des éléments gauchistes. Ceux-ci, multipliant les attaques abstraites contre les révisionnistes (au moment où ils sont victimes de la répression autant à cause de ce que celle-ci ne les épargne pas que de sa dégénérescence interne) et les appels aventuriers à l'affrontement avec la police, jouent souvent un rôle provocateur. Le but actuel pour les militants révolutionnaires, communistes, ne peut être autre que développer le degré d'organisation populaire à partir de l'action à la base, d'un travail de masse. Au cours de l'action on pourra dénoncer les compromis interclassistes comme les infantilismes qui isolent les noyaux révolutionnaires de la masse des militants. Pour chaque action, une organisation de masse doit en sortir créée ou consolidée. Dans chaque organisation de masse, une direction politique révolutionnaire. Alors, on commencera à construire réellement le Parti communiste.

BANDERA ROJA.
Barcelone, mars 1969.

la possibilité de se mettre à un autre endroit du défilé, en déclarant que c'était une affaire qui regardait les étudiants eux-mêmes.

Vous vous êtes opposés à ce qu'on fasse savoir aux responsables des étudiants que les organisations responsables de la manifestation, C.G.T. - C.F.D.T. - F.E.N., souhaitaient qu'ils se regroupent à l'endroit indiqué.

Nous vous demandons donc de ne pas rejeter sur d'autres la responsabilité d'une situation que vous avez vous-mêmes favorisée, en encourageant le groupe « U.N.E.F. Renouveau » et « U.N.C.A.L. » à se distinguer des autres étudiants.

— Mots d'ordre et slogans :

Conformément à notre accord, les responsables de la C.F.D.T. se sont tenus, d'une manière générale, aux mots d'ordre qui étaient en rapport avec le but de la manifestation.

Mais ce que vous ne dites pas dans votre lettre, c'est qu'à aucun moment, vous ne nous aviez indiqué votre intention d'imposer par haut-parleur, tout au long du parcours, les slogans traditionnels chers à la C.G.T. d'un style : « Echelle mobile », « Augmentez nos salaires de misère », « Des sous Charlot », « Unité syndicale », « Vive la C.G.T. »...

De tels procédés devaient inévitablement provoquer une réaction des adhérents de la C.F.D.T. et d'un grand nombre de travailleurs, et en scandant : « Pouvoir syndical », « Nos 40 heures », « Retraite à 60 ans », « Sécurité Sociale aux travailleurs », « Libertés syndicales », « Priorité aux bas salaires », « Continuons le combat »... ils ne dénaturaient pas les objectifs de la manifestation, mais au contraire, lui donnaient sa véritable portée.

— Prolongements de la manifestation :

Nous avons toujours déclaré que cette manifestation ne pouvait être une fin en soi. Aussi nous nous sommes félicités de toutes les initiatives prises par de nombreux syndicats C.F.D.T. pour donner une marque particulière à leur action ce jour-là, avant ou après le défilé traditionnel, comme l'ont fait, par exemple, nos camarades des P.T.T. qui, après la manifestation centrale, se sont rendus à leur Direction pour appuyer leurs revendications, et ceci sans aucune provocation.

Si les syndicats C.G.T. avaient adopté des attitudes identiques, la journée du 11 mars aurait joué un rôle plus important dans le développement des luttes.

Nous espérons que ces mises au point vous permettront d'apprécier d'une manière plus juste, les responsabilités que votre organisation porte dans les quelques incidents qui se sont produits et dont, encore une fois, il ne faut pas exagérer l'importance.

Pour notre part, nous estimons que nous n'avons nullement violé les engagements pris, et c'est pourquoi, quelles que soient les conclusions que vous tirez de l'unité d'action réalisée à cette occasion, nous sommes décidés, pour notre part, à la poursuivre et à appeler les travailleurs à développer leurs luttes dans l'accord le plus large de toutes les organisations syndicales.

Soyez assurés, Camarades, de nos sentiments syndicalistes.

Le Secrétaire général :
R. DUVIVIER.

P.S. — Nous adressons copie de cette lettre au camarade CHAUVET de la F.E.N.

l'objectif poursuivi par eux et la provocation qu'ils fomentaient, aidant en cela le pouvoir gaulliste qui sait savamment utiliser contre la juste lutte des salariés, tous désordres et toutes dégradations. La presse n'a d'ailleurs pas manqué d'insister et de mettre en évidence leur comportement provocateur.

Mais ce qui est étrange, c'est que l'objectif poursuivi par ces individus dangereux coïncide avec les déclarations et intentions des responsables C.F.D.T. du bâtiment de la région parisienne qui, lors de la signature d'un appel commun avec leurs collègues C.G.T., proposaient d'appeler seulement au rassemblement de 15 heures à la République, en précisant que la manifestation ne s'arrêterait pas à la Bastille.

Tous ces comportements de certains de vos responsables constituent autant de positions contraires aux engagements pris d'un commun accord.

D'autre part, au cours du défilé, dans de nombreux départements, nous avons pu constater que les mots d'ordre, slogans, tels que « Pouvoir ouvrier » ou « Le pouvoir est dans la rue », s'identifiaient à ceux clamés par les provocateurs gauchistes, quand ils ne s'accompagnaient pas d'injures à l'égard de la C.G.T. qu'un de vos responsables dans le département des Hauts-de-Seine a qualifiée de « syndicat policier ».

Ces agissements inacceptables ne sont pas de nature à renforcer le front syndical commun indispensable à la lutte contre le patronat et le gouvernement. Ils concourent au contraire à aggraver la division ouvrière sur laquelle spéculent le pouvoir et le patronat pour refuser les légitimes revendications des salariés et perpétuer leur domination.

Il reste que le succès de la manifestation du 11 mars qui s'est déroulée dans l'ensemble, dans l'ordre et la discipline, est pour l'essentiel à mettre à l'actif des militants et travailleurs qui, nombreux, avaient répondu à l'appel de la C.G.T. et qui ont fait preuve de sang-froid et d'esprit de responsabilité, évitant ainsi de graves incidents. Mais il faut bien remarquer que certains militants et organisations de la C.F.D.T. n'ont pas contribué à ce succès.

Pour des responsables syndicaux, soucieux comme vous l'avez déclaré, du développement de la lutte, nous croyons qu'il convient de réfléchir à l'attitude de certains de vos militants qui, s'ils avaient été suivis, contribueraient à placer le mouvement devant de sérieuses difficultés.

Dans ces conditions, nous vous rappelons que c'est l'engagement formel de faire respecter les décisions prises qui conditionne l'organisation d'initiatives communes du genre de celles du 11 mars.

Le respect des accords communs étant une règle pour une collaboration loyale entre nos organisations, vous comprendrez qu'en raison de leur violation et de la gravité des faits, nous attirions votre attention et celle des travailleurs sur ces événements.

Acceptez, camarade, nos salutations syndicalistes.

Pour l'U.S.R.P. : DREAN Jean.

P.S. — Nous adressons copie de cette lettre aux organisations parisiennes de la F.E.N. co-organisatrices de cette manifestation.

le conflit frontalier sino-soviétique

1. - LES ANTECEDENTS HISTORIQUES

Puissance semi-coloniale soumise à d'incessantes agressions et humiliations de la part des grandes puissances capitalistes, la Chine impériale a vu les marches de son Empire dépecées au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. La Grande-Bretagne s'empara de Hong-Kong et de la Birmanie, la France de l'Annam, le Japon de Formose ; la Russie tsariste s'adjugea la rive droite de l'Amour (1845), les régions le long de l'Oussouri et du Song-Tcha (1860), des parties de la Mongolie (1864), l'ouest d'Ili (1881), une partie du Pamir chinois (1893) et la presqu'île de Liaotoung avec Port-Arthur (perdus ensuite au profit du Japon).

Ces traités inégaux au moyen desquels les puissances impérialistes ont taillé dans la chair des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Océanie (après avoir balkanisé l'Amérique latine) n'ont jamais été reconnus comme éternels par les marxistes et les mouvements révolutionnaires anti-impérialistes. Dès l'arrivée au pouvoir des bolcheviks en Russie, Lénine et Trotsky proclamèrent officiellement cette non-reconnaissance des traités inégaux.

Le 27 septembre 1920, le gouvernement soviétique publia une note selon laquelle « il déclare nuls et non avenue tous les traités conclus par l'ancien gouvernement russe avec la Chine, renonce à tout le territoire arraché à la Chine et restitué à la Chine, sans contrepartie et pour toujours, tout ce que le gouvernement tsariste et la bourgeoisie russe lui ont pris d'une façon rapace ».

L'exécution de cette promesse était différée jusqu'à ce qu'un gouvernement ayant la confiance des masses laborieuses se trouve à la tête de la Chine. Or, après la proclamation de la République populaire de Chine, Staline n'a pas respecté la promesse de Lénine et de Trotsky. Voilà la responsabilité principale dans la tension qui oppose aujourd'hui deux Etats ouvriers en Extrême-Orient.

Certes, la Chine impériale du XIX^e siècle était un Empire opprimant de nombreuses nationalités au même titre que la Russie tsariste ou que les puissances impérialistes européennes. La destinée finale des territoires que Lénine et Trotsky promirent de recéder à la Chine devait dépendre d'une application du principe des droits des nationalités à disposer d'elles-mêmes. Il est fort possible qu'après une cession symbolique de ces territoires, les populations de plusieurs d'entre eux optent en faveur d'une vie autonome au sein de l'U.R.S.S., ou encore en faveur de l'indépendance, ou d'un condominium sino-soviétique. La même règle se serait sans doute appliquée aussi à pas mal de populations allogènes habitant le territoire de la R. P. de Chine.

Pourquoi Lénine et Trotsky avaient-ils eu néanmoins raison de poser le problème comme ils le posèrent en 1920 ? Parce qu'ils avaient compris que « l'internationalisme du côté de la nation qui opprime ou de la nation dite « grande » (encore qu'elle ne soit grande que par ses violences, grande simplement comme l'est, par exemple, l'argousin) doit-il consister non seulement dans le respect de l'égalité formelle des nations, mais encore dans une inégalité

compensant de la part de la nation qui opprime, de la grande nation. Quiconque n'a pas compris cela n'a pas compris non plus ce qu'est l'attitude vraiment prolétarienne à l'égard de la question nationale... Il ne faut pas seulement l'égalité formelle, il faut aussi compenser d'une façon ou d'une autre, par son comportement ou les concessions à l'allogène, la défiance, le soupçon, les griefs qui, au fil de l'histoire, ont été engendrés chez lui par le gouvernement de la nation « impérialiste ». (Lénine, Œuvres complètes, tome 36, p. 621, Moscou, 1959. Editions en langues étrangères.)

2. - DEUX RESPONSABLES : UNE DOCTRINE, UNE COUCHE SOCIALE

L'équipe de Mao Tsé-toung venue au pouvoir en R.P. de Chine n'a pas réclamé immédiatement la révision des frontières avec l'U.R.S.S. Elle n'a pas non plus cherché à modifier ces frontières par la force. Pendant huit ans, tant sous Staline que sous Khrouchtchev, elle a pratiqué la « coexistence pacifique » avec le gouvernement soviétique, en échange d'une aide économique et militaire substantielle.

Mais même pendant cette période, les deux gouvernements ont commencé (ou continué) à mettre en chantier des plans de développement industriel, agricole et démographique (colonisation) des régions de l'Asie centrale et de l'Extrême-Orient complètement séparés les uns des autres. L'application de la doctrine de la « construction du socialisme dans un seul pays » aboutit ainsi à des résultats d'abord absurdes (impliquant des gaspillages considérables), puis véritablement mauvais.

Cette politique est contraire à la doctrine marxiste et léniniste. Dans l'A.B.C. du Communisme, qui a été le manuel doctrinal du parti bolchevik sous Lénine, il est dit ce qui suit :

« Notre autre devoir concerne nos relations économiques avec les pays où le prolétariat est déjà victorieux. Avec ces pays, non seulement nous devons établir des relations d'échange, mais encore un plan économique commun... Notre but est la centralisation de la production sur une échelle internationale. » (N. Boukharine et E. Preobrajensky : « L'A.B.C. du Communisme », Paris, Maspéro, 1963, p. 264.)

Ces principes n'ont été appliqués après 1949 ni par le gouvernement soviétique ni par le gouvernement chinois. Tous les deux s'inspirèrent d'un nationalisme économique étroit. Tous les deux cherchèrent à « construire le socialisme » en vase clos, dans les limites d'une économie nationale.

Cette politique nationaliste ne correspond ni aux intérêts des travailleurs soviétiques, ni à ceux des travailleurs chinois. Ses racines sociales résident dans les intérêts particuliers d'une couche bureaucratique, qui tente de conserver un monopole de pouvoir politique et économique au sein de chaque Etat ouvrier. Sur l'existence de cette bureaucratie en U.R.S.S., les faits abondent. Quant à la R.P. de Chine, Mao Tsé-toung lui-même en confirme l'existence, puisqu'il justifie précisément le déclenchement de la « révolution culturelle » par l'existence d'une telle couche privilégiée, contre laquelle il faut mener une « révolution politique ».

3. - D'UN CONFLIT IDEOLOGIQUE A UN CONFLIT ENTRE ETATS

A partir de 1957, un conflit idéologique éclate entre la direction soviétique et la direction chinoise. Nous ne retracerons pas ici les étapes de ce conflit. Contentons-nous de rappeler que si les dirigeants chinois restent, sur de nombreuses questions, attachés à des thèses d'origine stalinienne qui constituent une révision du marxisme (ex. socialisme dans un seul pays ; aggravation de la lutte de classes sous le socialisme ; alliance avec la bourgeoisie dite « nationale » dans la révolution anti-impérialiste ; refus d'admettre que celle-ci ne peut que déboucher sur la révolution socialiste pour remporter la victoire ; appréciation du rôle de Staline dans le processus de dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S.), sur une série de problèmes brûlants de la révolution internationale, ils défendent des positions plus progressistes que les dirigeants du Kremlin : c'est notamment le cas de la « coexistence pacifique », des « voies pacifiques vers le socialisme », défense de la théorie léniniste de l'Etat pour les pays occidentaux, opposition au néo-réformisme des P.C. de masse, etc. Leur polémique a incontestablement affaibli les bases du khrouchtchevisme et du néo-stalinisme dans le mouvement ouvrier et révolutionnaire international, surtout dans la jeunesse et chez les militants communistes des pays coloniaux et semi-coloniaux.

A partir des années 60, ce conflit idéologique a commencé à se transformer en conflit entre Etats, ce qui a porté de graves préjudices à la cause de la lutte anti-impérialiste et anti-capitaliste dans le monde. Il n'y a pas de doute que la responsabilité principale de la rupture de l'alliance sino-soviétique incombe à la bureaucratie soviétique. Tout au plus peut-on ajouter que les excès de langage des dirigeants chinois ont à ce propos facilité la tâche du Kremlin.

Cette rupture de l'alliance, c'était l'arrêt brutal de l'aide économique de l'U.R.S.S. à la République Populaire de Chine, au moment où celle-ci traversait de graves difficultés économiques. C'était le refus d'apporter une aide à la Chine pour que celle-ci construise des armes de défense nucléaires face à la menace nucléaire que l'impérialisme américain faisait peser sur elle. C'était une politique de rapprochement diplomatique avec l'impérialisme américain sans exiger comme condition minimale l'arrêt du blocus américain de la Chine et le règlement du contentieux sino-américain (occupation militaire de Formose ; élimination de la R.P. de Chine de l'O.N.U., etc.).

4. - LES IMPLICATIONS DE LA THEORIE DE LA « SOUVERAINETE SOCIALE LIMITEE »

Les dirigeants du Kremlin font grand cas, ces temps-ci, d'une théorie du « Commonwealth socialiste » : Moscou aurait non seulement le droit mais même le devoir d'intervenir militairement partout où les bases du socialisme seraient mises en danger par les « complots » des impérialistes ou de leurs agents.

Certes, en théorie, le concept d'une « souveraineté nationale intégrale » au sein d'une société internationale en train de construire le socialisme, par l'alliance fraternelle des masses laborieuses, est indéfendable. Dans une telle société, fondée sur une planification internationale de l'expansion économique (qui implique que soient supprimées par étapes les différences de niveau de développement et de vie des peuples pauvres et des peuples dits « riches »), il n'y aurait aucune raison de protéger jalousement « ses » ressources nationales. Mais une telle communauté devrait être fondée sur l'adhésion volontaire des peuples, sur la démocratie socialiste la plus large qui protège jalousement les droits des minorités, sur des gouvernements qui sont clairement et sans possibilité de contestation aucune, l'émanation de la volonté librement exprimée de la majorité des travailleurs.

Dans les rapports entre l'U.R.S.S., ses alliés et les autres Etats ouvriers, aucun de ces principes n'est appliqué. La bureaucratie soviétique a appliqué à l'égard de tous ces pays, à des étapes diverses, des politiques de spoliation et d'oppression nationale. Aussi, la thèse de la « souveraineté socialiste limitée » appliquée par le Kremlin à l'égard d'autres Etats ouvriers n'est-elle nullement l'énoncé d'un principe internationaliste ; elle est simplement l'affirmation cynique du droit de la bureaucratie soviétique d'imposer sa loi aux autres peuples qui ont aboli le capitalisme.

Qui peut s'étonner, dans ces conditions, que ces peuples ne veulent point de cette « souveraineté limitée » ? Qui s'étonnera de ce qu'ils se méfient et craignent que Moscou ne répète demain à l'égard de la Yougoslavie, de la Roumanie ou de la Chine ce que la bureaucratie a déjà bel et bien pratiqué à l'égard de la Tchécoslovaquie ?

Cette méfiance est-elle sans fondements ? Les dirigeants soviétiques n'ont qu'à s'en prendre à eux-mêmes s'il en est ainsi. Car ils n'ont pas respecté cet avertissement prophétique de Lénine :

« Ce serait un opportunisme impardonnable si, à la veille de cette intervention de l'Orient et au début de son réveil, nous sapions à ses yeux notre autorité par la moindre brutalité ou injustice à l'égard de



nos propres allogènes. Une chose est la nécessité de faire front tous ensemble contre les impérialistes d'Occident, défenseurs du monde capitaliste. Là il ne saurait y avoir de doute, et il est superflu d'ajouter que j'approuve absolument ces mesures. Autres chose est de nous engager nous-mêmes, fût-ce pour les questions de détail, dans des rapports impérialistes à l'égard des nationalités opprimées, en éveillant ainsi la suspicion sur la sincérité de nos principes, sur notre justification de principe de la lutte contre l'impérialisme. »

(Lénine : « Œuvres Complètes », tome 36, p. 624.)

5. — L'HISTORIQUE DU CONFLIT FRONTALIER

En 1951, lors de la lune de miel sino-soviétique, les deux gouvernements constituèrent une commission mixte sur les règlements de la navigation fluviale et la pêche dans la région de l'Amour et de l'Oussouri, où la souveraineté sur les îles situées près de la confluence des deux fleuves est contestée. En décembre 1957 un nouveau traité sino-soviétique est conclu à ce propos. En avril 1966, lorsque le conflit sino-soviétique est déjà fortement accentué, le ministre chinois des Communications limite les droits accordés aux Soviétiques préalablement. La 14^e session de la commission mixte se réunit en août 1967. Depuis lors, elle ne s'est plus réunie.

Dès 1963, les premiers incidents de frontières se sont produits dans cette région. Le gouvernement soviétique attira l'attention sur le fait que les autorités chinoises avaient donné des instructions aux pêcheurs chinois de procéder sur les îles en dispute sur les fleuves Amour et Oussouri comme s'il s'agissait d'un territoire chinois.

Il semble incontestable que des dizaines d'incidents se sont déjà produits dans cette région au cours des dernières années. La question à poser est donc moins celle de savoir qui a provoqué les deux derniers incidents (du 2 mars et du 15 mars), mais pourquoi ces incidents ont été délibérément exploités et grossis de part et d'autre.

Il est impossible de donner un avis objectif sur la souveraineté sur l'île Damanski d'après la frontière de 1949. Le « Far Eastern Economic Review », revue bourgeoise de Hong Kong, qui n'est généralement pas tendre pour le régime de Mao, écrit dans son numéro du 13 mars 1969 que les cartes chinoises antérieures à la prise du pouvoir par Mao confirment la souveraineté chinoise sur les îles de l'Oussouri. Mais elle ajoute immédiatement qu'il ne s'agit pas là d'une preuve absolue, puisque le régime de Tchang Kai-Chek avait, lui aussi, avancé des revendications territoriales à l'égard de l'U.R.S.S. De vieux atlas semblent cependant confirmer la thèse chinoise.

Par ailleurs, les communiqués soviétiques se contredisent puisqu'ils parlent tantôt de « deux cents soldats chinois », tantôt d'une « foule de civils avec des miliciens déguisés en civils » qui auraient ouvert le feu du côté chinois le 2 mars. La presse chinoise avait signalé depuis longtemps (en protestant) des concentrations de troupes soviétiques le long de la frontière d'Extrême-Orient, et la presse soviétique elle-même a admis que des blindés et des avions lourds participent au combat du côté soviétique (voir l'article de la « Krasnaya Zvezda », cité dans « Le Monde » du 21 mars 1969), alors que rien de pareil n'a été reproché aux Chinois, même de la part des Soviétiques.

6. — QUI A INTERET AU GONFLEMENT DE CES INCIDENTS ?

Mais même si tous ces faits sont exacts, et s'ils établissent que le Kremlin a voulu exercer une pression militaire inadmissible pour trancher un différend mineur, il n'en reste pas moins vrai que la riposte chinoise a été, elle aussi, hors mesure avec l'enjeu de la question.

On comprend que des généraux bourgeois ou féodaux sacrifient sans compter la vie de soldats pour des lambeaux de terrain. Il est inadmissible que des états-majors et des directions politiques qui prétendent parler au nom des travailleurs et des masses populaires se comportent de la même manière.

Même s'il y a eu « provocation » de part ou d'autre, une île inhabitée, couverte de glace pendant une partie de l'année, inondée pendant une autre, ne vaut pas la vie de centaines de soldats chinois ou soviétiques. Ceux-ci n'ont pas à mourir pour démontrer la « fermeté » de tel chef ou pour renforcer le prestige de tel groupe bureaucratique.

Du côté soviétique, on invoque « l'inviolabilité du territoire ». Mais l'expérience a démontré que lorsque le gouvernement soviétique désire établir des rapports de « coexistence pacifique » ou de « bon voisinage » avec tel ou tel gouvernement bourgeois, voire réactionnaire ou semi-fasciste (Iran, Afghanistan, Turquie, Pakistan), il réussit parfaitement à régler à l'amiable ses disputes au sujet du tracé de la frontière, sans voir dans chaque crête de montagne ou dans chaque rive fluviale une question de prestige justifiant un conflit armé.

La même remarque s'applique aux dirigeants chinois. Ils font grand cas de la défense de « chaque herbe de la patrie socialiste » contre l'U.R.S.S. « qui a restauré le capitalisme ». Mais avec le Pakistan, où ne sévissait pas seulement le capitalisme mais encore une dictature militaire brutalisant et exploitant féroce le peuple, les dirigeants chinois ont été parfaitement capables de conclure un traité (voir Pékin-

Information n° 2 du 18 mars 1963) qui stipule en son point 5 que « les deux parties sont convenues que tout différend au sujet de la frontière qui pourrait surgir après la délimitation de la ligne frontière existant de fait entre les deux pays, sera réglé pacifiquement par les deux parties, au moyen de consultations amicales ».

Le gonflement artificiel du conflit frontalier sur l'Oussouri, à la grande joie du Capital et de la Réaction dans le monde entier, est donc contraire aux intérêts des peuples soviétique et chinois, contraire aux intérêts du socialisme. Il s'explique par un calcul étroit et sectaire des deux bureaucraties, l'une, celle de Moscou, espérant renforcer « l'unité » des partis communistes pro-soviétiques devant l'« agression chinoise », lors de sa future conférence internationale, l'autre, celle de Pékin, espérant refaire l'unité des communistes chinois à la veille du IX^e Congrès contre « l'agresseur soviétique ».

7. — ASSEZ D'HYPOCRISIE !

Lorsque la presse soviétique et celle de certains P.C. d'Occident (avant tout le P.C.F.) qui lui emboîtent le pas versent des larmes de crocodiles sur la « division des forces anti-impérialistes » provoquée par la « clique de Mao Tsé-Toung », on ne peut s'empêcher d'être saisi de dégoût devant tant d'hypocrisie.

L'impérialisme américain a multiplié les menaces contre la R.P. de Chine. Des chefs militaires ont ouvertement menacé de « nucléariser les Chinois » (« to nuke the Chinks »). Le Kremlin n'a pas une seule fois réitéré sa garantie nucléaire à l'égard de la Chine. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

L'impérialisme a pu impunément intervenir avec ses forces armées sur maints points du globe, contre la révolution, du Congo-Kinshasa à la République dominicaine et de la Malaisie à la Bolivie, sans que l'U.R.S.S., pourtant deuxième puissance du monde, ne bouge le petit doigt. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

L'impérialisme a pu attaquer et violer le territoire de la République populaire du Vietnam, pourtant « partie de la grande famille des nations socialistes ». Il n'y a eu aucune riposte équivalente de la part du Kremlin, ni là ni à un autre endroit du globe. Mais ce seraient les Chinois qui auraient « divisé les forces anti-impérialistes » !

Les seuls endroits où Moscou est intervenu massivement ces derniers temps, ce n'est pas sur des fronts de lutte anti-impérialiste, mais c'est en Tchécoslovaquie, sur les frontières de la Chine, où l'impérialisme est absent et où les coups ont été portés non au capitalisme mais à des pays qui avaient renversé le capitalisme.

La presse soviétique parle de « division des forces anti-impérialistes », mais en même temps les diplomates soviétiques font des démarches auprès des gouvernements bourgeois, y compris ceux de Washington et de Bonn, pour les « informer » du conflit avec la Chine, acte inouï que même Staline n'avait pas osé lors de son conflit avec la Yougoslavie.

La presse soviétique parle de « division des forces anti-impérialistes » mais elle publie le poème dégoûtant d'Evtouchenko, qui emploie à l'égard de la Chine un langage carrément raciste, parle du « péril » d'une nouvelle « invasion des Huns » et fait vibrer le rappel du « péril jaune et barbare » dans les cœurs réactionnaires de tous les pays.

Les dirigeants chinois, aveuglés par leur subjectivisme, facilitent la tâche aux maîtres du Kremlin, en parlant à leur tour du « fascisme » qui serait au pouvoir à Moscou, et ressoudent ainsi la masse du peuple soviétique autour d'un pouvoir bureaucratique pourtant plus contesté qu'on ne le suppose en général.

Devant ces tristes ébats de bureaucrates qui ont perdu la tête, les vrais marxistes et les vrais communistes doivent faire entendre leur voix de toutes leurs forces. Leurs mots d'ordre à l'adresse du Kremlin doivent être : « Bas les pattes devant la révolution chinoise ! Retirez vos forces de la frontière chinoise ! Réglez à l'amiable le différend frontalier avec la R.P. de Chine ! Cessez vos louches manœuvres avec Taiwan et Washington. Envoyez tanks et avions au Vietnam, plutôt qu'à Prague et sur l'Oussouri ! »

A l'adresse de Pékin ils doivent se formuler ainsi : « Cessez vos bavardages irresponsables sur la « restauration du capitalisme fasciste » en U.R.S.S. ! Cessez la politique de prestige et d'aventurisme ! Cessez d'envoyer des forces sur l'Oussouri ! Réglez le conflit frontalier à l'amiable avec l'U.R.S.S., comme vous l'avez fait avec le Pakistan ! Proposez un front unique anti-impérialiste aux dirigeants soviétiques, en les prenant au mot et en les mettant au défi d'appliquer une série de mesures urgentes pour renforcer la lutte anti-impérialiste immédiatement sur plusieurs fronts ! »

Aux uns et aux autres les révolutionnaires répéteront :

« Vos actes, qui causent un préjudice considérable à la cause du socialisme de par le monde, finiront surtout par vous discréditer et par discréditer tout régime bureaucratique dans les États ouvriers. Le jour viendra où les travailleurs soviétiques et les travailleurs chinois prendront eux-mêmes en main la destinée de leurs deux pays, et ce jour-là, la paix régnera à tout jamais sur la frontière sino-soviétique ! »
24 mars 1969.

revue quatrième internationale

Sommaire

N° 36 (mars 1969)

- L'Europe capitaliste est en crise. Vive l'Europe socialiste ! Comité exécutif de la IV^e Internationale).
- A bas les lois d'exception en Espagne.
- La chute de Liu Chao-Chi.
- Perspectives de crise dans les États ouvriers.
- Fondée il y a 50 ans, l'Internationale vit encore.
- Ghulam Hussein. Pakistan, la crise et ses origines.
- La question palestinienne : Plate-forme du Front de Libération Populaire. Déclaration de l'Organisation socialiste israélienne.
- Livio Maitan. Perspectives et responsabilités de la gauche révolutionnaire en Italie.
- G. Nagel. Révolte sans but ni organisation (les congrès syndicaux en Allemagne fédérale).
- Armando Gomes. La montée révolutionnaire au Brésil.
- Le P.C. mexicain et la lutte des étudiants.
- Robert Langston. Herbert Marcuse et le marxisme.
- Les livres. Les droits de l'écrivain, Le Pavillon des cancéreux, de A. Soljenit-syne, par M. Lequenne.

LE NUMERO : 5 F

Abonnement : 1 an (6 n°) 25 F
C.C.P. :

Pierre Frank 12648-46 Paris

25 avril
mutualité
20 h. 30
meeting
rouge
lutte
ouvrière

l'épisode
du référendum
et la lutte
contre
le gaullisme

construire le parti

Si le mot déception avait un sens politique, il exprimerait parfaitement ce que nous ressentons à l'égard de l'attitude de « Rouge » face à l'unité que nous lui proposons.

Nous apportons sur un plateau, il n'y a pas d'autres termes, la possibilité de créer une organisation unie qui, tant par l'influence que par l'autorité politiques, dépasserait largement tout ce que les révolutionnaires ont été capables de créer dans le passé dans ce pays.

Le meeting de la Mutualité du 31 janvier l'a montré : sur la base d'un sujet peu propre à attirer les foules et qui ne concernait que nos deux tendances, 4.500 personnes sont venues. Il ne s'agissait pas de protester contre la répression, de manifester sa solidarité envers les travailleurs espagnols ou les combattants vietnamiens : il ne s'agissait que de l'unité entre nos deux tendances et cela a suffi pour emplir la salle.

Nous ne mentions pas l'unité, comme certains camarades de « Rouge » affichent de le croire. Nous n'en sommes pas là ! Si, demain, nous créons une organisation, à l'égal des Cercles Rouge ou de l'A.I.S., cette organisation sera d'emblée plus nombreuse, plus forte et plus cohérente. Si nous proposons cette unité, c'est uniquement parce que nous pensons que l'unification des révolutionnaires est à l'ordre du jour. Nous voulons que les révolutionnaires apparaissent publiquement ensemble, même pour donner des points de vue différents. Nous voulons que les révolutionnaires emplissent, à chacune de leurs réunions, la grande salle de la Mutualité, voire le Palais des Sports parce que c'est actuellement dans nos forces, au lieu de continuer à se disputer de petites salles pour pouvoir plus aisément cacher leurs insuffisances politiques sous prétexte de pureté et de formation de militants.

On peut, tout aussi facilement, s'exprimer de façon juste dans un cadre large que dans un cadre étiqué. Plus facilement même, parce que l'influence d'une grande organisation permettra enfin de vérifier nos idées respectives, de les soumettre à l'épreuve de la vie, d'avoir une influence sur les luttes de la classe ouvrière et pas seulement sur les combats estudiantins. Nous aurons la possibilité d'avoir de véritables débats idéologiques et pas seulement des luttes scolastiques, où chaque mot cache plus de choses qu'il n'en révèle.

Nous le réaffirmons : nous ne mentions pas l'unité. Nous la proposons parce qu'elle répond à l'attente de DIZAINES DE MILLIERS de jeunes, et de moins jeunes, travailleurs. Nous proposons l'unité, parce que nous unir est le seul acte responsable que nous puissions faire à l'heure actuelle.

Le meeting du 31 janvier l'a montré : nos deux tendances réunies peuvent avoir une influence déterminante sur la création d'un parti révolutionnaire par le regroupement des révolutionnaires.

A notre première réunion, 4.500 personnes sont venues. A la seconde ou à la troisième, c'est 5.000 ou 6.000 qui viendraient. En quelques mois de travail, avec un tel objec-

tif, nous créerions un courant à l'écart duquel les autres tendances ne pourraient pas se tenir. Nous joindrions alors à nous tous ceux qui ont vraiment le cœur de construire un parti révolutionnaire, pour qui ce n'est pas une simple clause de style masquant leur incapacité, incapacité bien moins visible au sein d'une secte.

Nous pourrions construire un parti qui regrouperait, en quelques mois, nous en sommes convaincus, les quelques dizaines de milliers qui, en mai, ont été, partout dans le pays, dans les lycées et les facultés, mais aussi dans les entreprises, les artisans de la poussée vers l'extrême-gauche la plus importante que nous ayons jamais vue.

Voilà ce que nous proposons. Voilà à quoi, camarades, vous tournez le dos. Si vous militez de façon responsable, et nous pensons que vous le faites, nous vous demandons de réfléchir à cette proposition et, surtout, au nom de quoi vous la refusez. Car, il ne faut pas se payer de mots, vos atermoiements sont un refus.

Nous n'ajouterons qu'un mot sur la question du programme. Nous ne proposons pas une « unité sans principe », il ne suffit pas en effet d'utiliser l'expression pour qu'elle soit justifiée. Il pourrait s'agir d'unité sans principe si, au départ, nous adoptions un programme commun qui ne soit pas conforme à ce qu'il recouvrirait, c'est-à-dire un programme avec lequel chaque tendance ne serait pas profondément en accord. Or, il est possible de déterminer, entre les différentes tendances qui se réclament du trotskysme, les tendances dites pro-chinoises et certaines tendances anarchistes, un programme commun auquel personne n'ait rien à renier.

Un tel programme sera, par la force des choses, limité, peut-être, à quelques grandes affirmations, mais tout limité qu'il sera, il permettra de faire la distinction entre les révolutionnaires et les réformistes, entre ceux qui, en mai, étaient d'un côté, et ceux qui, physiquement ou moralement, étaient de l'autre.

Les analogies historiques valent ce qu'elles valent, mais si ce que nous proposons est un accord sans principe, alors Zimmerwald en fut un aussi.

L'unité sans le dire et sans principe, ne serait-ce pas plutôt, par exemple, s'engager dans des actions que l'on réprouve, simplement parce que d'autres s'y engagent et qu'on craint de voir son influence baisser si on ne les suit pas ? — en se souciant plus, par-dessus le marché, de l'opinion des étudiants que de celle de la classe ouvrière !

Par ailleurs, il ne s'agit pas de créer un parti monolithique. Ce que nous proposons, et ce qui correspond à la situation, c'est un parti centralisé certes, mais un parti au sein duquel existe la liberté des tendances et des fractions, et la possibilité pour ces dernières de s'exprimer publiquement. C'est-à-dire, en fait, un parti où existera pour chaque tendance la possibilité de défendre publiquement les points ou les aspects de son propre programme particulier qui ne seraient pas exprimés par le programme com-

mun, de regrouper des militants sur ces bases, d'en former sur les mêmes bases et de vérifier son programme dans l'action.

Où est, alors, l'unité sans principe ? Si nous sommes sérieusement pour la construction d'un parti révolutionnaire, nous avons tout à gagner à une telle unité et rien à perdre, surtout pas du point de vue idéologique.

Maintenant, que ceux qui, à « Rouge » comme dans d'autres tendances, se proclament ou se proclameront l'axe autour duquel se construira le futur parti révolutionnaire, se détrompent, si toutefois, ils le croient sincèrement. Ils échoueront comme ils ont échoué, comme nous avons tous échoué, depuis quarante ans.

Pour construire un parti, il faut être capable de faire face aux réalités, et la réalité du moment c'est que les 50 ou 100.000 « activistes » de mai rejoindraient un parti conséquent mais ne rejoindraient pas les groupuscules : la réalité du moment, c'est que, quelle que soit l'influence des révolutionnaires sur le mouvement étudiant, il n'y aura aucun progrès décisif possible sans une implantation comparable au sein de la classe ouvrière ; et seul un parti sérieux peut être l'instrument de cette implantation.

Nous avons bien conscience de n'avoir pas tout dit clairement dans cet article et d'avoir été bien schématiques. Nous avons bien conscience qu'il sera très facile d'y répondre en isolant telle ou telle phrase, telle ou telle formulation.

Mais nous avons conscience de nous adresser à des militants, et nous parlons en termes militants. Bien entendu, ce n'est pas parce que « Lutte Ouvrière » et « Rouge » s'uniront que, du jour au lendemain, 50.000 personnes se retrouveront dans le même parti. Mais nous sommes convaincus, et là absolument convaincus en militants que nous sommes, que nos forces unies dans cette direction regrouperaient, en quelques mois, ces 50.000 personnes, puisqu'il faut bien donner un chiffre.

Bien sûr qu'aussi la vie au sein d'un tel parti, entre des tendances qui ont des options si différentes, serait très difficile. Oui ! mais les rapports de ce parti avec la classe ouvrière, sa participation à la vie politique du pays, seraient tout autres et n'auraient rien de comparable avec la vie intérieure des tendances actuelles. Nous en serions tous enrichis et, ce qui est le plus important, la classe ouvrière, les militants ouvriers du P.C.F., de la C.G.T., du P.S.U., de la C.F.D.T. et bien d'autres, se verraient offrir une alternative politique, alors qu'à l'heure actuelle nous ne leur offrons rien qui puisse les gagner ou même les intéresser.

D'ailleurs, quelqu'un de compétent qui ne s'y est pas trompé, c'est « l'Humanité » commentant notre meeting commun de la Mutualité.

• Lutte Ouvrière •

réponse de rouge à lutte ouvrière

Quand donc cesserez-vous, camarades, de propager le mythe de la Grande Unité Fraternelle de tous les Révolutionnaires ? Pensez-vous que c'est rendre service aux travailleurs conscients que de ressasser en toute occasion ce rêve chimérique ?

Construire le parti révolutionnaire est la tâche de l'heure. Mais il s'agit d'une tâche de longue haleine, ardue, complexe. Pour construire le Parti, il ne suffit pas de rassembler sous un même sigle trotskystes, maoïstes, anarchistes et gauchistes sans étiquettes. Un tel rassemblement, au cas infiniment improbable où il verrait le jour, donnerait naissance à un monstrueux avorton, non à un parti révolutionnaire. Ce qui définit un parti révolutionnaire, ce n'est pas le nombre de participants qui assistent à ses meetings. Ce qui définit un parti révolutionnaire, c'est sa capacité à assumer certaines fonctions politiques : fonctions théoriques (élaboration de la stratégie, de la tactique, du programme révolutionnaires...); fonctions politiques (développement de la conscience de classe des travailleurs, centralisation et direction des luttes); fonctions organisationnelles (structuration, animation, encadrement du mouvement de masse).

C'est l'aptitude qu'a le parti d'assumer effectivement ces fonctions qui lui confère son prix et son intérêt. Nous ne construisons pas un parti pour remplir de grandes salles au lieu de petites. Nous ne construisons pas le parti pour nous retrouver plus nombreux et au chaud. Nous construisons le parti parce que nous sommes convaincus que seul un noyau fermement organisé est capable de remplir les tâches politiques énoncées plus haut, et que l'accomplissement de ces tâches est indispensable aux progrès, de la révolution.

Or, il n'est pas besoin d'être grand clerc pour comprendre qu'en emplissant dans un même sac, baptisé « parti », des tendances foncièrement hétérogènes, on n'obtient pas un instrument politique un tant soit peu efficace, mais une grotesque foire d'empoigne, totalement impuissante et ridicule.

Soyons concrets. Faisons un rêve : Supposons un instant votre projet réalisé. Aujourd'hui, fin mars 1969, la plupart des courants révolutionnaires (anarchistes, trotskystes, maoïstes, « autonomes », etc.), dans un grand élan

de fraternité combattante, ont surmonté leurs prétentions égoïstes et se sont rassemblés dans un parti commun.

Que se passe-t-il ? Limitons-nous simplement à un bref examen des réactions de ce « parti » à deux événements majeurs du mois de mars : le conflit sino-soviétique et le lancement de la campagne du référendum.

En ce qui concerne l'affrontement frontalier sino-soviétique, notre fameux parti révolutionnaire prend simultanément à peu près toutes les positions possibles : une tendance s'élève contre les agissements fascistes des nouveaux tsars du Kremlin et appelle à une manifestation de soutien devant l'ambassade de la R.P. de Chine ; une autre tendance considère que le conflit oppose un Etat bourgeois (la Chine !) à un Etat ouvrier dégénéré, et se souvenant que, dans de pareilles circonstances, le mot d'ordre classique est « la défense de l'U.R.S.S. », met en garde les travailleurs contre un éventuel rapprochement sino-américain contre le pays de la Révolution d'Octobre ! Une autre tendance, assimilant révolution culturelle à révolution politique, fulmine contre les desseins contre-révolutionnaires du Kremlin et appelle à une manifestation de protestation devant l'ambassade de l'U.R.S.S. Une autre tendance adjure les travailleurs des deux Etats de régler leur compte à leurs bureaucrates respectifs et appelle à une manifestation de protestation simultanée devant l'ambassade de Chine et de l'U.R.S.S. Une autre tendance apporte son soutien critique, ce qui lui vaudra, sans aucun doute, les critiques soutenues de toutes les autres tendances réunies...

En ce qui concerne le référendum, certains prônent le boycott, d'autres soutiennent le « non », d'autres suggèrent la grève du vote, d'autres recommandent de voter merde, d'autres diffusent des bulletins nuls, d'autres s'apprentent à faire sauter quelques urnes et, avec un peu de chance, on trouvera même quelques éléments farfelus appelant à voter « oui » afin que le pouvoir ne tombe pas entre les mains de politicards atlantistes !

De ce « parti non monolithique » émaneraient mille explications divergentes, mille consignes contradictoires, mille mots d'ordre « révolutionnaires » opposés. Que penseraient les travailleurs d'avant-garde d'un tel parti ? Que c'est la un misérable guignol, et non une organisation de combat. Que serait la presse unifiée d'un tel parti ? Un costume

d'Arlequin, qui dirait tout et le contraire. A quoi servirait un tel parti ? A ridiculiser les révolutionnaires jusqu'à la septième génération, à écarter définitivement les travailleurs qui leur ont fait confiance, à rejeter ces travailleurs dans les bras des appareils bureaucratiques dont ils viennent péniblement de se dégager.

Et ceci est tellement évident pour tout le monde qu'en dépit des aspirations unitaires de la base et de l'ampleur de votre campagne pour la grande fraternisation, personne dans l'extrême gauche ne prend au sérieux ce projet.

Notre rejet de la chimère unitariste, notre refus de bercer d'illusions les militants révolutionnaires sur une éventuelle fusion de tous les courants, ne signifie pas, vous le savez bien, une attitude de repli sectaire invitant chacun à se consacrer à ses plates-bandes.

A défaut de fusion dans un parti commun, largement prématurée, ce qu'il est possible, ce qu'il est nécessaire de réaliser, ce sont des fronts unifiés de certains groupes révolutionnaires sur des objectifs précis, « à la base et dans l'action ». L'entente sur de tels objectifs, limités dans l'espace et dans le temps, est parfaitement réalisable : nos deux courants ont adopté sensiblement la même attitude face au référendum gaulliste : un meeting commun, voire une campagne commune, sur la base de cet accord limité, circonstanciel, mais réel et solide, peuvent être organisés. De même, nous pouvons envisager des interventions communes pour le soutien à la révolution palestinienne, la libération de Kuron et Modzelenski, etc. De tels « fronts » doivent être aussi larges que possible, sur la base toutefois d'un accord politique complet sur les points qui leur donnent naissance. C'est à travers les actions communes organisées dans le cadre de ces « fronts » que les militants des divers courants apprendront à se connaître et à s'estimer. C'est à travers les luttes politiques, menées dans le cadre de ces fronts que s'amorcera le processus réel d'unification des révolutionnaires. Car l'unification des révolutionnaires ne s'obtiendra pas du jour au lendemain par un coup de baguette magique. Elle sera le fruit d'une âpre lutte politique, qui s'étendra durant des années, et dont l'enjeu est l'élaboration concrète du programme révolutionnaire correspondant à la réalité des luttes de classes en France, aujourd'hui.